

Reuters, 16 avril 2015

RPT-France-La traque du financement du terrorisme s'intensifie

(Bien lire "terroristes" et non "terrorismes" § 13)

* Des sommes souvent très modestes

* Prison ferme pour les membres d'un réseau tchèque

* Un seul dossier de financement en cours d'instruction

par Chère Labbé

PARIS, 15 avril (Reuters) - L'activité de lutte contre le financement du terrorisme au sein du service de renseignement financier Tracfin a doublé depuis les attentats qui ont fait 17 morts début janvier en France, a déclaré jeudi son directeur, Jean-Baptiste Carpentier.

En 2014, la cellule dédiée de Tracfin a travaillé sur 231 dossiers et en a transmis dix à la justice, a-t-il précisé.

Dix à 15 agents travaillent aujourd'hui dans cette cellule, selon un récent rapport sénatorial qui recommandait début avril d'en doubler les effectifs.

D'ici 2017, dix personnes supplémentaires viendront renforcer ces équipes, précise Jean-Baptiste Carpentier, sans confirmer leur dimension actuelle.

Quelque 550 dossiers de financement du terrorisme ont été instruits par cette cellule depuis 2011 et 150 dossiers sont en cours de traitement, d'après le rapport remis au Sénat.

Un véritable "travail de moines bénédictins", selon le sénateur PS Jean-Pierre Saeur, rapporteur de la commission d'enquête sur les filières djihadistes, qui souligne les montants parfois "très modestes" des flux à analyser.

Pour aller faire le djihad en Syrie, quelques milliers d'euros suffisent. Et ces sommes, souvent issues de plusieurs sources –quête, solidarité familiale, petits délits– peuvent être difficiles à détecter. Fin mars, le ministre des Finances Michel Sapin disait vouloir se battre contre "ce terrorisme à bas coût."

"L'objectif pour les pouvoirs publics est moins de tenter d'entraver ce type de financement que de les identifier pour retracer une véritable cartographie des flux financiers entre personnes impliquées dans les filières syriennes ou dans des actes de terrorisme", juge Jean-Pierre Saeur dans son rapport.